



DIRECTIVES
Elaboration des plans nationaux d'action
pour la nutrition

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Rome, 1993

DIRECTIVES POUR L'ELABORATION DE PLANS NATIONAUX D'ACTION POUR LA NUTRITION

I. INTRODUCTION

A la Conférence internationale sur la nutrition (CIN) qui s'est tenue en décembre 1992, 159 pays ont adopté à l'unanimité une Déclaration mondiale sur la nutrition et un Plan d'action qui affirment leur volonté d'unir leurs efforts pour éliminer la faim et toutes les formes de malnutrition. Les gouvernements participants et les autres parties concernées se sont engagées à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour faire disparaître avant la fin des années 90:

- la famine et les décès qu'elle entraîne;
- l'inanition et les maladies dues à des carences nutritionnelles dans les communautés éprouvées par des catastrophes naturelles ou causées par l'homme;
- les carences en iode et en vitamine A.

Ils se sont également engagés à réduire substantiellement au cours de la même période:

- l'inanition et la faim chroniques généralisées;
- la sous-alimentation, spécialement chez les enfants, les femmes et les personnes âgées;
- les autres grandes carences en micronutriments, notamment en fer;
- les cas de maladies transmissibles et non transmissibles liées au régime alimentaire;
- les obstacles sociaux et autres à un allaitement maternel optimal;
- les mauvaises conditions d'hygiène, y compris l'eau non potable.

La Déclaration mondiale sur la nutrition de la CIN reconnaît que la pauvreté, les inégalités sociales et l'ignorance sont les causes premières de la sous-alimentation et souligne que les améliorations du bien-être de l'homme, y compris du bien-être nutritionnel, doivent être au centre des efforts de développement économique et social. La Déclaration demande une action concertée de toutes les parties concernées pour orienter les ressources vers ceux qui en ont le plus besoin afin de leur permettre de se prendre en charge correctement en augmentant leur productivité et leurs opportunités sociales. Elle insiste sur la nécessité de protéger le bien-être nutritionnel des groupes vulnérables et demande d'entreprendre des actions spécifiques à court terme, lorsque celles-ci s'imposent, tout en oeuvrant pour des solutions à long terme.

Le Plan d'Action de la CIN précise l'action à entreprendre pour atteindre les objectifs de la Déclaration. Il fournit un cadre technique pour la mise au point de plans nationaux d'action et approuve les principales orientations politiques qui doivent sous-tendre les politiques, les stratégies et les activités nationales et internationales dont le but est

d'améliorer la nutrition. Les gouvernements se sont engagés à remanier ou à élaborer, avant la fin de l'année 1994, des Plans nationaux d'action pour la Nutrition, indiquant les objectifs à long terme réalisables et les objectifs immédiats quantifiables, d'après les principes et les stratégies pertinentes du plan mondial.

Le Plan d'action pour la nutrition de la CIN est axé sur les stratégies et actions requises pour atteindre les objectifs généraux de la Conférence, à savoir: garantir à chacun l'accès aux aliments nécessaires à des régimes alimentaires sains et appropriés; promouvoir le bien-être sanitaire et nutritionnel de chacun grâce à des interventions de développement durables et sans danger pour l'environnement; enfin éliminer les famines et les décès dus à la famine. Ces stratégies et domaines d'action comprennent: l'intégration d'objectifs d'ordre nutritionnel dans les politiques et programmes de développement; l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages; la protection du consommateur en améliorant la qualité et l'innocuité des produits alimentaires; la prévention et le traitement des maladies infectieuses; la prise en charge des personnes défavorisées sur le plan socio-économique et vulnérables sur le plan nutritionnel; la promotion de l'allaitement maternel; la prévention des carences spécifiques en micronutriments; la promotion de régimes alimentaires appropriés et de modes de vie sains; l'évaluation, l'analyse et la surveillance de la situation nutritionnelle.

L'une des stratégies clé qui se dégage de la CIN consiste à promouvoir clairement une meilleure nutrition grâce à une série de politiques et de programmes en faveur de l'agriculture et du développement dans lesquels on aura intégré, aux stades de la planification et de l'exécution, des objectifs et des considérations d'ordre nutritionnel. Pour ce faire, les secteurs concernés des pouvoirs publics doivent avoir la capacité d'analyser l'impact nutritionnel des divers programmes et politiques et d'agir en fonction de cette analyse. Grâce à ses différentes activités d'appui aux politiques et à la planification, la FAO aidera les gouvernements des pays membres à développer ou à renforcer leurs capacités afin d'intégrer des objectifs d'ordre nutritionnel dans les activités de développement. En outre, la FAO est prête à aider les Etats Membres à appliquer le Plan d'Action en se concentrant sur les domaines d'action suivants: améliorer la nutrition grâce au développement communautaire et à la sécurité alimentaire des ménages; garantir la qualité et l'innocuité des produits alimentaires; combattre les maladies dues aux carences en micronutriments; promouvoir l'éducation nutritionnelle; surveiller l'état nutritionnel et mieux utiliser l'information liée à la nutrition pour la planification et la surveillance.

La plupart des pays ont déjà bien travaillé à définir les problèmes prioritaires, réviser ou élaborer des plans nationaux et établir des mécanismes d'action intersectoriels. Toutefois, compte tenu des résultats de la CIN, ce travail de base devrait être demandé ou commencé en vue de reformuler les plans d'action nationaux afin d'améliorer la nutrition conformément aux objectifs lointains et immédiats de la Déclaration mondiale sur la nutrition et du Plan d'Action. Ces plans nationaux d'action devraient fixer des objectifs lointains et immédiats et des calendriers d'exécution appropriés; définir des secteurs prioritaires pour les actions et les programmes; indiquer les ressources techniques et financières disponibles ou requises pour développer et mettre en oeuvre les programmes; et encourager une coopération intersectorielle soutenue.

Le principal objectif de ces Directives est d'aider les pays à élaborer des Plans nationaux d'action, sur la base des objectifs lointains et immédiats de la CIN. Etant

donnée la diversité des plans d'action déjà existants, il est admis que les Directives doivent être adaptées aux circonstances. On espère qu'elles stimuleront le processus de développement ou de remaniement des plans, suivant une approche générale et intersectorielle.

Les Directives examinent les processus, la façon dont les pays pourraient préparer un Plan national d'action pour la nutrition, analysent les problèmes et ce qui pourrait être traité par le Plan national d'action. La Section II: Processus, s'adresse à tous ceux qui interviennent dans la préparation du Plan national et examine comment fixer les objectifs et définir les politiques, comment déterminer les stratégies qui permettront d'atteindre les objectifs et d'appliquer les politiques, comment définir les priorités compte tenu des besoins identifiés et des ressources disponibles ou requises, résume les principales étapes que comporte le processus de préparation du plan et présente un modèle possible de plan. La Section III, Questions: Définition des activités intersectorielles, se compose de neuf parties qui couvrent les neuf thèmes identifiés par la CIN. Chaque partie s'adresse principalement à ceux qui étudient les actions spécifiques à ce thème. A cet effet, un certain nombre de questions sont recensées afin d'aider à identifier quelques-unes des principales questions qui devraient être examinées en liaison avec chaque thème; ces questions n'épuisent pas le sujet et n'entrent pas dans les détails nécessaires au niveau national. En particulier, elles n'apportent pas de réponses, car celles-ci devraient être adaptées à la situation propre à chaque pays. Leur principal objectif est d'encourager une évaluation complète des questions et des liens entre celles-ci, ainsi que de promouvoir une approche générale systématique.

Les Etats Membres ont indiqué des priorités très différentes en ce qui concerne l'aide internationale dont ils ont besoin pour aborder divers aspects de la Déclaration mondiale sur la nutrition et du plan d'action. La FAO est heureuse de collaborer avec les gouvernements à la préparation d'ensemble des plans nationaux d'action pour la nutrition et à l'élaboration et à la mise en oeuvre de programmes et d'activités visant à améliorer le bien-être nutritionnel de toutes les populations.

II. PROCESSUS

Ceux qui préparent le plan national d'action pour la nutrition et ceux qui l'approuvent varient d'un pays à l'autre. Tous les pays ont déjà une expérience en matière de préparation de plans généraux ou sectoriels de développement, c'est pourquoi on présume qu'ils décideront eux-mêmes des modalités qui leur paraissent appropriées pour préparer et approuver un plan national d'action.

Si ces Directives s'adressent en premier lieu à ceux qui seront chargés de préparer le plan national d'action pour la nutrition, elles s'adressent aussi aux décideurs, aux personnes qui s'occupent de nutrition et aux autres agents du développement. Dans tous les cas, les fonctions ordinaires des personnes ou de l'équipe chargée de la préparation du plan national d'action pour la nutrition varieront d'un pays à l'autre. La responsabilité pourra incomber à une équipe de travail constituée pour préparer la CIN, aux Ministères de l'Agriculture, de la Santé, de la Planification ou à d'autres. Chaque pays aura besoin d'un groupe intersectoriel qui sera chargé de diriger la préparation du Plan national d'action pour la nutrition. Ce groupe, qu'il existe déjà ou qu'il doive être formé, peut prendre la forme d'un comité, d'un groupe de travail ou d'une équipe

spéciale, au gré de chaque pays. Par souci de simplification, ce groupe sera dénommé ici "groupe intersectoriel".

Le groupe intersectoriel devra servir de cadre pour promouvoir et coordonner les activités liées à la préparation du plan national d'action pour la nutrition, à savoir:

- fournir une tribune aux divers ministères, organismes, ONG, institutions universitaires, du secteur privé et des médias pour traiter les problèmes nutritionnels dominants et définir des solutions;
- préparer un plan de travail et un budget pour les activités du plan national d'action pour la nutrition et veiller à ce que la préparation soit achevée dans les délais prévus;
- promouvoir une large participation des individus et organisations appropriés sur les questions clé;
- assurer une participation réelle du pays aux activités de suivi de la CIN, au niveau sous-régional et régional;
- collaborer, quand il convient, avec les organismes donateurs pour évaluer et obtenir l'assistance technique et financière nécessaire à la formulation et à la mise en oeuvre du Plan national d'action pour la nutrition.

Fixer les objectifs et définir les politiques

Pour fixer les objectifs préliminaires et définir les politiques nutritionnelles, la première démarche devrait consister à évaluer les plans nationaux existants et les objectifs des politiques nationales, compte tenu des objectifs d'ensemble et des principales recommandations sur les politiques à adopter qui ont été convenus dans le cadre de la CIN. Il faudrait déterminer non seulement les objectifs spécifiques d'ordre nutritionnel mais aussi les principaux objectifs des politiques socio-économiques en rapport avec les recommandations de la CIN. Dans quelle mesure peut-on espérer que les politiques nationales réussiront effectivement à promouvoir une meilleure nutrition? Alors qu'au niveau des objectifs et des politiques (à la différence des stratégies et des interventions) les incompatibilités sont rares, les points importants et les priorités suggérés par la CIN ne sont pas toujours pris en compte dans les objectifs nationaux. Ils peuvent notamment ne pas aboutir à une action spécifique, pertinente et efficace.

Volonté de promouvoir le bien-être nutritionnel: Le gouvernement peut-il combattre ouvertement et franchement la faim et la malnutrition? Connaît-on l'étendue du problème? Dans quelle mesure les politiques et programmes nationaux et sectoriels (agriculture, santé, éducation etc...) comportent-ils des objectifs nutritionnels? Quels sont ces objectifs? Travaille-t-on efficacement à informer le public sur les questions nutritionnelles? Comment? L'infrastructure est-elle adaptée aux besoins des actions en cours? Connaît-on suffisamment bien le fonctionnement de cette infrastructure? Qui et combien sont les agents clé en matière de promotion de l'amélioration nutritionnelle (dans le secteur public comme dans le secteur privé) et à quel niveau agissent-ils?

Renforcement des politiques agricoles: Tous les pays ont une expérience importante en ce qui concerne les politiques et les interventions agricoles dont le principal objectif est d'accroître la production alimentaire; pourtant dans de nombreux pays, il existe un nombre important de personnes insuffisamment nourries. Ce phénomène est-il en partie dû à l'insuffisance de la production alimentaire ou à un système inadéquat de

manutention, de transformation, d'entreposage, de distribution ou de commercialisation des aliments? Compte tenu du problème, de ses causes et de l'objectif d'amélioration des approvisionnements alimentaires, y a-t-il des changements d'ordre politique qui pourraient conduire à une amélioration de la production?

Développement durable et sans danger pour l'environnement: Dans quelle mesure les politiques présentes et passées ont-elles réussi ou échoué pour résoudre les problèmes d'environnement? Quelles leçons peut-on tirer quant à la viabilité des politiques de développement adoptées jusqu'à présent? Quelles mesures faudrait-il prendre, et quel en serait le coût, pour mieux faire dans l'avenir?

Croissance dans l'équité; priorité aux groupes les plus vulnérables: Dans quelle mesure les objectifs de la CIN ont-ils été pris en compte dans les politiques appliquées jusqu'à présent? Quels sont les obstacles à leur application complète? Comment pourraient-ils être surmontés? Ces objectifs sont-ils conçus dans l'idée d'être potentiellement bénéfiques pour l'économie dans son ensemble et humanitaires dans leur développement? Quelles mesures spécifiques a-t-on introduit pour réduire les discriminations et faciliter l'accès des personnes les plus vulnérables à des services sociaux de base comme la santé, l'éducation, la planification familiale, la sécurité sociale etc.?

Actions privilégiées en faveur des femmes et de l'égalité entre les sexes: Les politiques traitent-elles des facteurs qui ont une incidence négative sur l'état nutritionnel des femmes? Permettent-elles de satisfaire les besoins nutritionnels particuliers des femmes, notamment pendant la grossesse et l'allaitement? Fournissent-elles des services de planification familiale adéquats afin de réduire les problèmes que posent les familles nombreuses aux femmes, aux enfants, aux familles elles-mêmes et à la société en général? Traitent-elles les questions qui ont des répercussions négatives sur l'économie et, partant, sur l'état nutritionnel des femmes? Garantissent-elles aux femmes un accès suffisant à l'information qui pourrait conduire à un meilleur état nutritionnel, pour leurs familles comme pour elles-mêmes?

Participation populaire: Jusqu'à quel point les politiques nutritionnelles reflètent-elles véritablement les priorités des populations? Dans quelle mesure les collectivités locales ont-elles participé à la définition des priorités ainsi qu'à la planification, à la gestion et à l'évaluation des politiques et des programmes visant à améliorer la nutrition? La "participation populaire" est-elle évidente dans d'autres secteurs de la planification du développement humain et socio-économique? Quel est le niveau réel des connaissances nutritionnelles des populations et est-il suffisant pour leur permettre de prendre des décisions en connaissance de cause en ce qui concerne les priorités et les actions pour améliorer la nutrition? Quelles actions faut-il entreprendre pour faire en sorte que la participation populaire soit une approche efficace à l'amélioration nutritionnelle?

Politiques démographiques: Y a-t-il une politique démographique? Est-elle réaliste? Est-elle efficace? Existe-t-il des services de planification familiale adéquats, au niveau familial et au niveau national?

Politiques sanitaires: La nutrition et la santé sont étroitement liées. Les questions relatives aux politiques sanitaires sont reliées à de nombreux secteurs qui vont au-delà

de l'amélioration de la nutrition. Cependant, il faudrait examiner dans quelle mesure la stratégie de **santé pour tous**, proposée par l'OMS, est appliquée et quel est son impact sur l'état nutritionnel. Il est évident que la réduction des maladies du premier âge et de l'enfance est un aspect important de l'amélioration de l'état nutritionnel, de même que la réduction substantielle de la morbidité et de la mortalité.

Allocation de ressources supplémentaires: Le niveau d'allocation des ressources est la mesure la plus concrète de la priorité perçue. Que penser des ressources qui ont été allouées jusqu'à présent en ce qui concerne la priorité nutritionnelle perçue? Est-il réaliste d'espérer une amélioration substantielle dans l'avenir? Comment pourrait-on garantir des ressources supplémentaires, qu'elles proviennent de sources nationales ou internationales? Les recommandations de la CIN relatives à la priorité à donner à l'Afrique et au renforcement de la coopération économique et technique entre les pays sont également à prendre en compte pour l'allocation des ressources internationales.

Déterminer les politiques et les stratégies

La démarche suivante consiste à définir une série préliminaire de priorités et de stratégies en accord avec les objectifs et politiques sélectionnés. Les pays devront choisir les activités qu'ils jugent les plus efficaces pour atteindre leurs objectifs nutritionnels, tout en étant compatibles avec les politiques nationales. Ces activités comprendront presque certainement des actions liées à un ou plusieurs des neuf thèmes identifiés par la CIN, à savoir:

- Intégrer dans les politiques et programmes de développement des objectifs d'ordre nutritionnel:
- Améliorer la sécurité alimentaire des ménages;
- Améliorer la qualité et l'innocuité des produits alimentaires;
- Combattre les maladies infectieuses;
- Promouvoir l'allaitement maternel;
- Prendre en charge les personnes défavorisées et vulnérables;
- Combattre les carences en micronutriments;
- Promouvoir des régimes alimentaires appropriés et des modes de vie sains;
- Evaluer, analyser et surveiller la situation nutritionnelle.

Ces thèmes ne sont pas indépendants les uns des autres; ils sont reliés de multiples manières. Par exemple, l'introduction d'un système efficace de contrôle des produits alimentaires visant à améliorer la qualité et l'innocuité peut également contribuer à combattre les carences en micronutriments. L'interdépendance entre la sécurité alimentaire des ménages et la plupart des autres thèmes est un autre exemple peut-être encore plus claire. En effet, dans de nombreux pays en développement, la sécurité alimentaire des ménages peut être considérée comme le point central d'action.

Tous les thèmes doivent être examinés lorsque l'on prépare le Plan national d'action pour la nutrition. Deux raisons seulement peuvent justifier l'absence de programmes ou projets directement liés à un thème particulier:

Absence de besoin. Ce serait le cas si l'on décidait qu'il n'est pas nécessaire d'apporter des améliorations supplémentaires en ce qui concerne un thème particulier, du fait que les activités en cours sont suffisantes et que des efforts et des

dépenses additionnelles n'apporteraient pas d'améliorations supplémentaires significatives.

Absence de ressources. C'est un cas beaucoup plus probable, dont la conséquence directe est la nécessité de définir des priorités. La première mesure à prendre est de déterminer les objectifs et les secteurs dans lesquels il est le plus important d'intervenir. Les actions possibles peuvent ensuite être identifiées et chiffrées. Enfin les priorités doivent être réexaminées, en effectuant une comparaison entre les coûts estimés et les ressources attendues.

Les priorités dépendront de la situation de chaque pays. Mais au-delà de ce problème, il ne faut pas oublier qu'il n'y a pas de moyen unique d'évaluer ces situations. En outre, les priorités perçues des populations sont déterminées en fonction de critères subjectifs et objectifs. C'est pourquoi le groupe intersectoriel sera bien avisé de poser les questions suivantes:

- Pourquoi un problème particulier aurait-il la priorité par rapport à d'autres?
- Quels sont les critères utilisés?
- Sont-ils satisfaisants?
- Agit-on principalement à court, moyen ou long terme?
- Les priorités perçues sont-elles largement partagées?

L'interdépendance des neuf thèmes se reflète dans les questions intersectorielles que le Plan mondial d'action de la CIN a considérées comme importantes pour tenter d'améliorer la nutrition. Quel que soit le thème et quelle que soit l'intervention nutritionnelle spécifique choisis, un certain nombre de problèmes intersectoriels devront être traités. On trouvera ci-après une liste des questions les plus importantes:

- créer, renforcer ou augmenter l'activité des institutions nécessaires pour traiter les problèmes d'ordre nutritionnel;
- dispenser une formation sur les questions concernant la nutrition dans des secteurs comme l'agriculture, la santé, l'économie et l'éducation;
- utiliser les médias pour sensibiliser l'opinion et promouvoir une meilleure nutrition;
- renforcer la recherche sur les problèmes d'ordre nutritionnel recensés;
- renforcer les systèmes d'éducation et les mécanismes de communication sociale afin d'améliorer les connaissances d'ordre nutritionnel.

D'une manière générale, les actions prioritaires liées à l'un quelconque des thèmes de la CIN devraient prendre en compte un certain nombre de ces questions. Pour planifier l'action qui concerne un thème particulier quel qu'il soit, il est donc important d'examiner dans quelle mesure l'intervention pourrait être associée à une action sur d'autres thèmes. Par exemple, l'introduction d'un mécanisme efficace de garantie de la qualité et de la sécurité des produits alimentaires devrait s'accompagner de la mise en place d'un système d'éducation afin d'améliorer les connaissances nutritionnelles.

Un certain nombre de pays ont déjà défini des priorités d'actions pour améliorer la nutrition, comme le suggéraient les documents par pays préparés pour la CIN. Dans les pays qui ne l'ont pas encore fait ou dans ceux qui souhaitent réexaminer leurs priorités,

le groupe intersectoriel chargé de préparer le Plan national d'action pour la nutrition pourrait procéder selon les étapes suivantes:

- En se basant sur le document par pays de la CIN et sur toutes les autres informations pertinentes, définir une série préliminaire d'actions prioritaires en vue d'améliorer la nutrition.
- Déterminer les thèmes de la CIN en cause. Etudier ces thèmes et préparer une liste préliminaire d'actions possibles.
- Pour chaque action préliminaire, examiner les questions intersectorielles concernées. Etudier les implications propres à chaque thème et entre les thèmes.
- Faire une évaluation approximative des répercussions de chaque action préliminaire sur: (i) les activités et les programmes sur le terrain; (ii) les besoins institutionnels; et (iii) les coûts.
- Confronter les résultats aux ressources effectivement disponibles ou potentielles et indiquer les temps d'exécution prévus de chaque activité. Certaines activités devront être remises à plus tard si l'on ne dispose pas de ressources suffisantes dans l'immédiat.

Les ressources nécessaires à la mise en oeuvre des activités sélectionnées comprennent, en plus du facteur temps, divers apports humains, financiers et administratifs. Une ventilation détaillée ne peut être établie que si le plan est bien défini. Les ressources peuvent provenir de n'importe quelle combinaison des mesures suivantes; (i) accroissement des recettes publiques; (ii) restructuration du budget national; (iii) restructuration et accroissement du soutien des donateurs; (iv) développement de l'économie nationale et des revenus individuels, en particulier de ceux des pauvres. C'est en fonction des conditions locales que l'on déterminera quelles sont (s'il y en a) les mesures réalisables.

Résumé des principales étapes

En résumé, les présentes Directives suggèrent de procéder suivant les principales étapes ci-après, pour préparer un Plan national d'action pour la nutrition:

1. ► Désigner un groupe intersectoriel chargé de diriger la préparation du plan.
2. ► Assigner les responsabilités de la préparation du plan et fournir les ressources nécessaires.
3. ► Examiner toutes les politiques nutritionnelles et les autres politiques socio-économiques importantes en vigueur, en les comparant aux politiques recommandées par la CIN, afin d'identifier des secteurs de faiblesse et de force, de divergence et de convergence.
4. ► Compte tenu de cet examen, préparer une série préliminaire d'objectifs et de politiques visant à améliorer la nutrition.
5. ► Définir une série préliminaire de priorités, de stratégies et d'activités pour appliquer les politiques préliminaires et atteindre les objectifs préliminaires définis au point 4. Pour ce faire, traiter les trois secteurs clé ci-après:

- Identifier les thèmes pertinents de la CIN et les programmes et activités les plus appropriés, compte tenu de la situation nationale;
 - Examiner en détail les questions qu'englobe n'importe quel thème particulier;
 - Identifier les moyens permettant d'augmenter la rentabilité et l'efficacité en combinant les activités.
6. ► Estimer les coûts des activités préliminaires du point 5. Comparer ces coûts à une estimation réaliste des ressources disponibles. S'ils sont incompatibles, procéder aux ajustements qui conviennent.
 7. ► Préparer un Plan national d'action pour la nutrition, si possible en utilisant un modèle similaire à celui qui est fourni.

PLAN NATIONAL D'ACTION POUR LA NUTRITION

Schéma modèle

- I. Introduction
 - A. Objectifs clés du Plan national d'action pour la nutrition (voir Sections I et II du Plan d'action pour la nutrition de la CIN)
 - B. Liens avec les objectifs clés du plan national pour l'économie et le développement; par exemple, avec les plans à moyen terme (cinq ans) pour l'économie et le développement, y compris les priorités de développement humain
- II. Problèmes prioritaires
 - A. Secteurs posant des problèmes (d'après l'évaluation et l'analyse du document du pays)
 - B. Liste des objectifs lointains et immédiats quantifiables
- III. Stratégies et mesures à prendre
 - A. Pour chaque secteur de stratégie, indiquer les actions en cours ou à entreprendre ainsi que les responsables (voir Plan d'Action de la CIN)

Le plan peut comprendre les stratégies appropriées énumérées ci-après:

Evaluer, analyser et surveiller la situation nutritionnelle
 Intégrer dans les politiques et programmes de développement des objectifs d'ordre nutritionnel
 Améliorer la sécurité alimentaire des ménages
 Prévenir les carences en micronutriments
 Protéger le consommateur en améliorant la qualité et la sécurité des produits alimentaires
 Promouvoir des modes de vie et des régimes alimentaires sains
 Promouvoir l'allaitement maternel
 Prévention et traitement des maladies infectieuses
 Prise en charge des personnes défavorisées sur le plan socio-économique et vulnérables sur le plan nutritionnel

- B. Pour chaque secteur de stratégie sélectionné, dresser une liste des objectifs spécifiques et des actions permettant de les atteindre
 - C. Pour ces secteurs, l'examen des implications globales comprend: arrangements institutionnels; formation; surveillance et évaluation; recherche; communication; éducation, et ressources, financement et budget
 - D. Pour chaque action, indiquer: responsabilités; obstacles, programmes; ressources et financements disponibles; ressources requises; institutions d'exécution; mode d'appréciation et d'évaluation des progrès accomplis
- IV. Description du mécanisme de suivi
- A. Mécanisme intersectoriel permettant d'assurer l'engagement au niveau politique
 - B. Mécanisme permettant d'assurer la coordination de l'aide

III. QUESTIONS: DEFINITION DES ACTIVITES SECTORIELLES

Il est évident que les objectifs, les politiques et les stratégies doivent concerner les neuf thèmes proposés par le Plan d'action pour la nutrition de la CIN, afin de définir les activités sectorielles qui doivent être entreprises. La présente Section examine les actions spécifiques liées à chacun des neuf thèmes de la CIN, et décrit dans les grandes lignes quelques unes des principales questions qui devront être examinées en liaison avec chaque thème. Pour tous les thèmes, les résultats obtenus jusqu'à présent devront être analysés à fond pour pouvoir définir quelles actions devront être entreprises dans le futur et sous quelle forme. Bien que certaines questions soient très similaires pour les différents thèmes, par commodité, elles sont répétées dans chacune des Sections.

Cinq thèmes sont examinés plus en détail que les autres. Il s'agit de ceux qui sont plus directement liés à l'agriculture et à la production vivrière, à la quantité et à la qualité des produits alimentaires disponibles pour la consommation, et à la planification, à l'évaluation et à la surveillance de la nutrition, à savoir:

1. Intégrer dans les politiques et programmes de développement des objectifs d'ordre nutritionnel;
2. Améliorer la sécurité alimentaire des ménages;
3. Améliorer la qualité et la sécurité des produits alimentaires;
4. Combattre les carences en micronutriments;
5. Evaluer, analyser et surveiller la situation nutritionnelle.

1. Intégrer dans les politiques et programmes de développement des objectifs, des considérations et des éléments d'ordre nutritionnel

Les facteurs qui influencent le bien-être nutritionnel relèvent de nombreux secteurs, et tous ces facteurs doivent être traités pour obtenir de bons résultats sur le plan de la nutrition et de la santé. Le bien-être nutritionnel ne peut être assuré que si l'on améliore le développement socio-économique général et si l'on assure une distribution plus équitable des avantages du développement.

Si l'état nutritionnel d'une population est conditionné à toute une série de facteurs sociaux, économiques, environnementaux et biologiques, une population en bonne santé et bien nourrie est également essentielle au succès du développement social et

économique. L'amélioration de la nutrition doit donc être considérée à la fois comme un objectif et un outil du développement.

On peut obtenir une amélioration sensible de la nutrition en incorporant des considérations d'ordre nutritionnel dans les politiques générales concernant la croissance économique et le développement, l'ajustement structurel, la production agricole et vivrière, la transformation, l'entreposage et la commercialisation des aliments, les soins de santé, l'éducation et le développement social. Ces politiques ont des répercussions sur l'état nutritionnel par le biais de différents facteurs - approvisionnements et prix des aliments, revenus, conditions environnementales et situation sanitaire, habitudes en matière de soins et d'alimentation des enfants et autres facteurs socio-économiques. Les politiques et programmes de développement peuvent aussi avoir des impacts différents sur le bien-être nutritionnel de différents groupes de populations.

L'agriculture étant la principale source de revenus et le principal moyen de subsistance d'une grande partie des pauvres ruraux, c'est ce secteur qui offre les plus grandes possibilités de développement socio-économique et qui, en conséquence, offre le plus grand potentiel pour améliorer de façon durable l'état nutritionnel des pauvres ruraux du monde entier. Cependant, comme beaucoup de pauvres ruraux vivent, au moins en partie, de revenus extérieurs à l'exploitation, la mise en oeuvre de politiques visant à renforcer la production agricole n'améliorera pas nécessairement leur situation. En adoptant une approche plus globale du développement, on peut encourager une distribution et une consommation plus équitables des aliments, tout en accroissant le pouvoir d'achat des personnes démunies sur le plan nutritionnel, pauvres et défavorisées.

Pour améliorer efficacement la nutrition on peut intégrer des objectifs de consommation alimentaire et de nutrition dans des politiques et projets généraux qui soutiennent et orientent le processus de développement du pays. Ces objectifs nutritionnels doivent être délibérément incorporés dans tous les programmes de développement au stade de la planification, en particulier dans les politiques et programmes d'investissement et de développement régional à plus grande échelle, afin que des ressources appropriées destinées à améliorer la consommation alimentaire et la nutrition puissent être axées sur les personnes les plus mal nourries ou les plus vulnérables.

Bilan de la situation: A-t-on jusqu'à présent tenté d'introduire des objectifs d'amélioration nutritionnelle dans les plans globaux de développement? Si oui, pourquoi? De quelle manière?

- Dans quelle mesure ces tentatives ont-elles réussi?
- Comment mesure-t-on le succès?
- Quels ont été les obstacles?
- Quels enseignements importants peut-on en tirer?
- A-t-on besoin d'autres informations avant d'entreprendre une action spécifique?
 - De quelles informations a-t-on besoin?
 - Pourquoi?
 - Comment utiliser ces connaissances?
 - Est-ce important?
 - Est-ce urgent?

- Coût?
- Cela peut-il attendre?
- Jusqu'à quand?

Que faut-il incorporer? Les objectifs nutritionnels qui devraient être intégrés dans les politiques et programmes de développement doivent être définis de façon claire. Ainsi, une indication du type “amélioration de l'état nutritionnel” serait insuffisante. Les objectifs nutritionnels précis varient d'un pays à l'autre, car ils doivent refléter la situation locale. Toutefois ils doivent, dans la mesure du possible, être axés sur les groupes les plus vulnérables. Ils seront probablement également étroitement liés à un certain nombre des grands thèmes d'action de la CIN.

Notamment, des objectifs liés à l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages devraient être introduits dans la plupart des politiques et programmes de développement des pays. L'évaluation, l'analyse et la surveillance de la situation nutritionnelle devraient également être priseS en compte dans la plupart des programmes de développement, même s'il ne s'agit pas à proprement parler d'un objectif nutritionnel. Enfin, les thèmes recensés ci-après devraient se retrouver dans de nombreux programmes et politiques de développement:

- Protection du consommateur en améliorant la qualité et l'innocuité des produits alimentaires;
- Prévention et traitement des maladies infectieuses;
- Promotion de l'allaitement maternel;
- Prise en charge des personnes défavorisées sur le plan socio-économique et vulnérables sur le plan nutritionnel;
- Prévention et traitement des carences spécifiques en micronutriments;
- Promotion de régimes alimentaires appropriés et de modes de vie sains.

Où les incorporer? Les politiques agricoles, en particulier celles qui comprennent des objectifs nutritionnels, peuvent avoir des incidences bénéfiques marquées sur les résultats nutritionnels, grâce à leur impact sur le niveau et sur les fluctuations du revenu des ménages vulnérables sur le plan nutritionnel, sur les prix alimentaires, sur la demande de main-d'oeuvre féminine et emploi du temps des femmes, et sur la teneur en nutriments des aliments fournis. Toutefois le développement agricole a souvent consisté à accroître la production totale de cultures sélectionnées plus qu'à augmenter les niveaux de consommation des ménages pauvres ou à générer des moyens d'existence durables. Ainsi, il y a des groupes sociaux qui ne bénéficient pas de l'accroissement global de la production vivrière parce que la pauvreté leur interdit l'accès aux vivres ou pour d'autres raisons. Il existe de nombreux exemples de pays qui disposent d'approvisionnements alimentaires “adéquats”, mais dont les populations souffrent encore d'une grave malnutrition.

Les répercussions du secteur agricole sur la nutrition vont bien au-delà des questions de production et d'approvisionnement alimentaires, et les considérations d'ordre nutritionnel peuvent avoir une influence sur la conception et la sélection de divers programmes et politiques agricoles. On devrait considérer que le rôle fondamental du secteur agricole est de produire des moyens d'existence et d'améliorer la nutrition grâce à la production, à la transformation et à la commercialisation des produits agricoles et non pas uniquement grâce à la production de cultures et de produits. Il est aussi important de

savoir “qui produit quoi, en quelle quantité et de quelle façon” que “combien produit-on”. De même, le mode de transformation et de distribution des vivres et des autres produits est primordial. En effet l'impact qu'a le secteur agricole sur la nutrition s'exerce par l'intermédiaire d'un certain nombre de mécanismes autres que les disponibilités alimentaires. Ce sont notamment les possibilités d'emploi et les revenus, les prix, les contraintes liées au temps, la demande de main-d'oeuvre et les dépenses d'énergie, les conditions environnementales et de vie, les problèmes liés aux spécificités de chaque sexe, et divers facteurs sociaux. Suivant les circonstances, la plupart des politiques choisies feront des “gagnants et des perdants”; ainsi, pour effectuer une planification d'ordre nutritionnel, il est essentiel de déterminer qui tirera effectivement des avantages (et dans quelle mesure) de politiques agricoles données et de chercher à faire en sorte que les avantages atteignent bien les pauvres et les personnes sous-alimentées. De même, un “filet de sécurité” pour les “perdants” devrait être mis en place.

On trouvera ci-après une liste des autres secteurs importants pour lesquels les politiques des gouvernements peuvent avoir un impact important sur les niveaux nutritionnels:

Macro-économie: prix, salaires, fiscalité, taux de change, dette nationale, ajustement structurel, croissance économique, revenu, commerce extérieur.

Santé: soins de santé primaires; éducation sanitaire et nutritionnelle; lutte contre les maladies transmissibles; sécurité des produits alimentaires; accès différencié aux services sanitaires et nutritionnels.

Démographie: niveaux et modalités de la croissance démographique; planification familiale; allocations familiales; migration.

Environnement: conservation des ressources naturelles; assainissement du milieu.

Urbanisation: répartition géographique des opportunités d'emploi; comparaison des conditions de vie entre zones urbaines et rurales; niveaux des prix des produits alimentaires.

Education: programmes d'alimentation et de santé au niveau scolaire; niveaux, structures et différences entre les sexes, en ce qui concerne la fréquentation scolaire.

Il est probable que les politiques que l'on adoptera en liaison avec n'importe laquelle des questions ci-dessus ne seront pas déterminées uniquement par des considérations d'ordre nutritionnel. Pour intégrer des considérations d'ordre nutritionnel dans les programmes et politiques de développement, les principales mesures à prendre seront les suivantes:

- garantir, dans la mesure du possible, l'adoption de politiques et de programmes réalistes;
- évaluer l'impact des politiques de développement, ou des modifications apportées aux politiques, sur le bien-être nutritionnel, en particulier parmi les groupes les plus vulnérables;
- sensibiliser les décideurs sur les répercussions négatives possibles;

- lorsque les répercussions négatives sur la nutrition sont importantes, garantir, à défaut d'abandonner la politique concernée, tout au moins l'adoption des mesures compensatoires appropriées.

Quelles sont les éléments qui déterminent l'intégration? Le choix des objectifs nutritionnels à incorporer et des politiques de développement dans lesquelles les intégrer dépendra de la situation nationale. Les objectifs nutritionnels ne sont pas les seuls à être susceptibles d'être introduits dans la planification globale de développement; les objectifs démographiques, d'équité, ou sanitaires ne sont que quelques autres exemples, bien qu'ils se recourent souvent avec les objectifs nutritionnels.

Les planificateurs doivent être certains que l'introduction d'objectifs nutritionnels spécifiques est vraiment nécessaire, qu'elle sera à la fois productive et efficace et que les objectifs nutritionnels pourront être atteints dans un délai acceptable et sans dépenses de ressources inutiles. Les ressources et les coûts sont les principaux problèmes à résoudre. Par exemple, les changements en matière de subventions, de niveaux des prix, de salaires, et bien d'autres encore ont des conséquences financières. Ces conséquences doivent être étudiées en détail avant de décider si les coûts sont acceptables et si l'on pourra y faire face de façon durable et de quelle façon. Les coûts non financiers (souvent politiques) doivent également être analysés avec attention avant de décider si une intervention sera acceptable et durable.

Comment réaliser l'intégration? Les arrangements institutionnels et la coopération intersectorielle sont importants pour garantir l'intégration d'objectifs nutritionnels dans les politiques et programmes de développement. Le groupe intersectoriel devra se charger de sensibiliser les décideurs sur les conséquences positives et négatives que des mesures politiques spécifiques risquent d'avoir sur la nutrition. A cet effet, le groupe intersectoriel devrait mettre au point des indicateurs appropriés pour contrôler l'impact des politiques et programmes dans lesquels sont incorporés des objectifs nutritionnels.

2. Améliorer la sécurité alimentaire des ménages

On entend par sécurité alimentaire des ménages la capacité du ménage à produire ou à acquérir des aliments sains et de bonne qualité en quantité suffisante pour satisfaire les besoins alimentaires de tous les membres de la famille. L'insécurité alimentaire des ménages est souvent la conséquence de la pauvreté. Pour y remédier, il faut donc permettre aux pauvres d'accéder plus facilement aux vivres. On le fait essentiellement en augmentant ou en améliorant la production alimentaire des ménages, ainsi que la génération et le transfert de revenu. Les actions spécifiques visant à améliorer la sécurité alimentaire des ménages peuvent être groupées dans les catégories ci-après:

- Développement général et politiques macro-économiques;
- Accélérer la croissance du secteur alimentaire et agricole et promouvoir le développement rural, en donnant une priorité spéciale aux pauvres;
- Augmenter ou améliorer la production alimentaire des ménages;
- Promouvoir la diversification alimentaire;
- Améliorer l'accès à la terre et aux autres ressources naturelles;
- Réduire les pertes après récolte;
- Accroître les possibilités d'emploi;

- Faciliter l'accès au crédit et promouvoir des programmes d'épargne en faveur des ménages pauvres et des groupes féminins;
- Programmes de transfert de revenus;
- Stabiliser les approvisionnements alimentaires;
- Améliorer les plans de préparation aux crises;
- Aide alimentaire;
- Renforcer les mécanismes de survie des ménages face aux situations d'urgence.

Toutefois, avant d'envisager d'autres actions, il convient d'analyser les résultats déjà obtenus selon les grandes lignes suggérées ci-après:

- Connaît-on suffisamment bien la structure et le niveau de l'insécurité alimentaire des ménages dans le pays?
- Quels critères utilise-t-on pour évaluer le type et le niveau de l'insécurité alimentaire des ménages?
- Que sait-on de la structure et du niveau de l'insécurité alimentaire des ménages, par:
 - zone géographique
 - groupes de population touchés
 - variation saisonnière
 - causes
- Qu'a-t-on fait jusqu'à présent pour améliorer la sécurité alimentaire des ménages?
Pour chaque activité importante, examiner:
 - objectifs
 - stratégies
 - actions
 - coûts
 - financement
 - institutions
 - personnel
 - surveillance

Evaluation

- Une évaluation officielle a-t-elle été entreprise?
- Si non, pourquoi?
- Si oui,
- dans quelle mesure les objectifs ont-ils été atteints?
- Quels ont été les obstacles à la réalisation complète des objectifs?
- Les objectifs étaient-ils bien choisis? Si non, pourquoi?

Leçons à tirer Quelles ont été les principales leçons tirées, en ce qui concerne:

- l'impact de l'action sur la nutrition ou sur d'autres problèmes;
- les ressources humaines appropriées à disposition (compétences, nombre);
- les ressources financières;
- l'infrastructure;
- la collaboration entre les divers partenaires;
- la participation des collectivités.
- Par rapport à cinq ans auparavant, en quoi la sécurité alimentaire des ménages est-elle meilleure? Pire?

- A-t-on besoin d'autres informations avant d'entreprendre une action spécifique?
 - Que voudrait-on savoir?
 - Pourquoi?
 - Comment utiliser ces connaissances?
 - Est-ce important?
 - Est-ce urgent?
 - Coût?
 - Cela peut-il attendre?
 - Si oui, jusqu'à quand.

Après avoir fait un bilan de la situation présente, on tentera de répondre aux questions ci-après:

- Les systèmes de propriété foncière sont-ils rationnels? Sont-ils considérés comme suffisamment équitables? Est-il possible de lancer une réforme visant à améliorer l'accès à la terre et à l'eau? Qui en tirerait profit? Quels seraient ses effets escomptés sur la production agricole? Sur les revenus? Quels seraient les obstacles? Comment pourraient-ils être surmontés? Cela en vaudrait-il la peine?
- Les niveaux actuels des prix à la production constituent-ils un obstacle sérieux à l'accroissement de la production (sont-ils trop bas)? Contribuent-ils de façon importante à l'insécurité alimentaire au niveau des ménages (sont-ils trop élevés)? Dans un cas comme dans l'autre, comment pourrait-on améliorer la situation? Quels pourraient-être les effets secondaires? Sont-ils acceptables? Comment pourrait-on stabiliser les prix de certains aliments de base?
- Les mécanismes de crédit et les programmes d'épargne sont-ils adaptés aux besoins des petits cultivateurs, tels que: acquisition d'intrants, création de petites entreprises et d'activités rémunératrices? Qui mobilise les groupes de cultivateurs pour les programmes de crédit ou d'épargne; est-ce fait efficacement et comment cela pourrait-il être amélioré? Quels sont les principaux problèmes: disponibilités; possibilités d'accès; taux d'intérêt élevés? Quels sont les résultats en matière de remboursement des emprunts? Comment améliorer les remboursements d'emprunts? Dans quelle mesure des groupes pourraient-ils se porter caution? Comment donner aux femmes l'égalité d'accès au crédit par rapport aux hommes? Faut-il augmenter les fonds affectés aux crédits? Comment financer cette augmentation?
- Dans quelle mesure a-t-on encouragé l'égalité d'accès des femmes aux intrants agricoles, au crédit et à l'épargne ainsi qu'aux services de vulgarisation? Comment pourrait-on l'améliorer ou la promouvoir plus efficacement?
- Outre l'élargissement de l'accès au crédit, existe-t-il d'autres moyens concrets qui permettraient d'aider à accroître la productivité? Comment faciliter l'accès aux intrants ou à des services comme la vulgarisation? Comment réduire les pertes après récolte? Comment améliorer les services de vulgarisation? Comment quantifier les avantages et les coûts prévus?
- Dans quelle mesure la diversification des cultures devrait-elle être encouragée? Peut-on quantifier, même approximativement, les avantages d'ordre nutritionnel et financier, et les coûts? Comment garantir un équilibre satisfaisant entre les cultures vivrières et les cultures de rapport? Qu'est-ce que cela impliquerait?
- Quelles sont les principales limites du système de commercialisation? Dans quelle mesure les arrangements commerciaux qui ne sont pas pleinement satisfaisants nuisent-ils à la sécurité alimentaire des ménages? Comment la situation pourrait-elle être améliorée? En améliorant le contrôle des produits alimentaires? En améliorant

l'infrastructure? En intensifiant la concurrence? Quels seraient les coûts et les obstacles?

- L'agro-industrie pourrait-elle contribuer à améliorer la sécurité alimentaire des ménages? Comment? Qui seraient les principaux bénéficiaires? Quels sont les obstacles à son expansion: la demande? Les connaissances techniques? Les fonds? L'agro-industrie améliorerait-elle les échanges internationaux?
- Comment accroître les possibilités d'emploi de ceux qui en ont le plus besoin (par exemple les chômeurs et les travailleurs partiels, les travailleurs du secteur informel, les femmes seules à la tête d'une famille, etc.)? En introduisant des programmes de travaux publics à forte intensité de main-d'oeuvre? Jusqu'à quel point serait-ce bénéfique, en particulier pour la sécurité alimentaire des ménages? Ces programmes seraient-ils soutenables? Quels en seraient les coûts? Comment y faire face? Produiraient-ils des effets secondaires positifs (formation ou acquisition de compétences)? Quelle serait leur utilité? Comment appliquer au mieux des programmes vivres contre travail?
- Dans quelle mesure parviendrait-on à augmenter les emplois dans les zones rurales en encourageant le secteur privé pour augmenter les possibilités de travail dans ces zones, dans les secteurs agricole et non agricole? Quelle serait l'efficacité de cette mesure? Son acceptabilité? Sa durabilité? Ses avantages? Son coût?
- Des programmes d'aide liés à l'alimentation seraient-ils utiles? Sous quelle forme seraient-ils le plus efficace? Distribution ciblée ou subventions pour les aliments qui sont essentiellement consommés par les pauvres? Ces aliments sont-ils satisfaisants sur le plan nutritionnel? Quel serait le coût de ces programmes? Seraient-ils soutenables? Pourraient-ils être accompagnés d'autres mesures afin de réduire progressivement la dépendance à l'égard de l'aide?
- Dans quelle mesure parviendrait-on à stabiliser les approvisionnements alimentaires en constituant des stocks faisant office de réserves stratégiques de sécurité alimentaire? Combien cela coûterait-il? Comment abaisser les coûts en réduisant la dépendance à l'égard de ces réserves? En améliorant la production, la transformation et la commercialisation des produits agricoles? En développant davantage le commerce des produits agricoles ou en mettant en oeuvre des programmes d'assistance? Quel serait le coût de ces mesures? Leur fiabilité? Dans quelle mesure la mise en place de systèmes internationaux d'alerte rapide et d'autres systèmes d'informations pourraient-ils également être utiles?
- Comment aider les ménages à faire face aux situations d'urgence et réduire leur dépendance à l'égard de l'aide extérieure? En constituant des provisions familiales et des réserves communautaires? Grâce à des économies collectives et à des facilités de crédit? En diversifiant les sources de revenus et les emplois? En renforçant les infrastructures commerciales? Par des mesures de redressement? Quelles seraient les implications de toutes ces mesures? Quelle serait leur utilité? Leur coût?
- Comment mettre en place des indicateurs rentables pour mesurer la sécurité alimentaire des ménages et évaluer l'avancement de programmes appropriés visant à promouvoir la sécurité alimentaire des ménages?
- Comment promouvoir au mieux l'éducation nutritionnelle afin d'encourager à choisir un bon régime alimentaire et à améliorer la production, la transformation, l'entreposage et les techniques de manutention des denrées alimentaires, en particulier au niveau des ménages? Enfin, quelle est la meilleure manière de sensibiliser les hommes et les femmes sur l'opportunité de limiter la dimension de la famille et sur les avantages de la planification familiale?
- Comment réduire les éventuelles répercussions négatives des programmes d'ajustement structurel sur les pauvres et en particulier sur la sécurité alimentaire de

leur ménage? Quelles sont les mesures compensatoires qui conviendraient le mieux pour atténuer ces effets?

3. Protéger le consommateur en améliorant la qualité et l'innocuité des produits alimentaires

Une alimentation saine et de bonne qualité est essentielle à la nutrition satisfaisante et à la protection du consommateur. Mais les intérêts des consommateurs ne coïncident pas toujours avec ceux des producteurs, des industriels et des commerçants de denrées alimentaires. L'introduction ou l'amélioration et la mise en place d'un système adéquat de contrôle des produits alimentaires sont donc des questions qui devraient toujours être prises en considération lorsque l'on prépare un Plan national d'action pour la nutrition complet. Les secteurs clé des interventions potentielles visant à promouvoir la qualité et la sécurité des produits alimentaires comprennent: la législation alimentaire; l'éducation des industriels de l'alimentation et des consommateurs; et le développement de l'infrastructure.

Résultats obtenus jusqu'à présent: Avant d'étudier les actions qui pourraient être entreprises pour améliorer la qualité et la sécurité des produits alimentaires, il convient d'analyser la situation actuelle dans le pays.

- Connaît-on suffisamment la situation du pays en ce qui concerne la qualité et la sécurité des produits alimentaires?
- Qu'entend-on par qualité des produits alimentaires?
- Qu'entend-on par sécurité des produits alimentaires?
- Comment les mesure-t-on?
- La situation actuelle est-elle pleinement satisfaisante?
- Peut-on envisager des améliorations?
- Y a-t-il des secteurs dans lesquels la situation du pays est particulièrement médiocre ou bonne, par rapport à celle d'autres pays comparables (quel que soit ce que l'on entend par "comparable")?
- Qu'a-t-on fait jusqu'à présent pour améliorer la qualité et la sécurité des produits alimentaires? Pour chaque intervention importante, considérer:
 - les objectifs;
 - les stratégies;
 - les actions;
 - les coûts;
 - le financement;
 - les institutions;
 - le personnel;
 - la surveillance.

Evaluation

- Une évaluation officielle a-t-elle été effectuée?
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative,
 - dans quelle mesure les objectifs ont-ils été atteints;
 - quels ont été les obstacles à leur réalisation complète;
 - les objectifs étaient-ils bien choisis? Si non, pourquoi?

Leçons à tirer Quelles ont été les principales leçons tirées en ce qui concerne:

- les effets de l'intervention sur la nutrition ou sur d'autres questions;
- les ressources humaines appropriées (compétence technique, nombre) à disposition;
- les ressources financières;
- l'infrastructure;
- la collaboration entre les divers partenaires;
- la participation des collectivités.
- Par rapport à cinq ans auparavant, en quoi la qualité et la sécurité des produits alimentaires est-elle meilleure? Pire?
- A-t-on besoin d'autres informations avant d'entreprendre une action spécifique?
 - De quelles informations a-t-on besoin,
 - pourquoi?
 - Comment utilisera-t-on ces connaissances,
 - Est-ce important?
 - Est-ce urgent?
 - Coût?
 - Cela peut-il attendre?
 - Si oui, jusqu'à quand?

Législation alimentaire: Il ne peut y avoir de système adéquat de contrôle des produits alimentaires sans une législation alimentaire réaliste. La législation alimentaire doit donc être adaptée aux conditions qui prévalent dans le pays; elle doit également pouvoir être appliquée. La législation alimentaire doit couvrir les questions ci-après:

- définition d'un critère permettant de juger de la validité des termes ambigus employés en matière de production, de transformation, de commercialisation ou de description des aliments;
 - normes alimentaires;
 - réglementations sur l'hygiène alimentaire, les additifs alimentaires, l'emploi de pesticides, l'étiquetage des aliments;
 - détermination du contenu exact des infractions aux réglementations alimentaires qui peuvent donner lieu à une action pénale;
 - création d'un organe central de conseil et de coordination pour les problèmes de contrôle des produits alimentaires;
 - enregistrement des établissements alimentaires ou octroi de patentes;
 - enregistrement d'aliments spécifiques;
 - pouvoirs des responsables de l'application de la loi;
 - pénalités;
 - abrogations et amendements.
-
- La législation en vigueur couvre-t-elle tous les problèmes ci-dessus?
 - Si certains ne sont pas pris en compte, pourquoi? Est-ce une omission? Sont-ils sans objet? Devraient-ils être légiférés?
 - La législation devrait-elle couvrir d'autres problèmes? Lesquels?

- Les normes et autres réglementations alimentaires du pays ont-elles été développées? Sont-elles conformes aux normes internationales recommandées par la Commission du Codex Alimentarius et aux accords comme le Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides?
- Les dispositions législatives sont-elles suffisamment souples pour répondre rapidement aux modifications des circonstances?
- Les pouvoirs des responsables de l'application de la loi sont-ils définis de façon suffisamment claire?
- Les responsables de l'application de la loi ont-ils la possibilité d'exercer pleinement leurs pouvoirs? Si non, quels sont les obstacles? Organisationnels? Financiers? Engagement insuffisant des responsables eux-mêmes ou des autres autorités?
- De quelle manière la législation alimentaire pourrait-elle être améliorée? Quels seraient les obstacles? Seraient-ils d'ordre juridique? Organisationnel? Financier? Formation? Comment les éliminer?

Education des industriels de l'alimentation et des consommateurs: Si une législation alimentaire et des mesures d'application de la loi appropriées sont nécessaires, l'éducation des industriels de l'alimentation et des consommateurs peut fortement contribuer à améliorer la qualité et la sécurité des produits alimentaires.

- Quels sont les principaux thèmes sur lesquels les consommateurs pourraient être davantage sensibilisés? Les méthodes de manutention des denrées? L'identification des aliments avariés? La contamination microbiologique, ses origines et les moyens de la réduire? Les bonnes pratiques culinaires?
- Comment y parvenir? En dispensant des programmes d'éducation spéciaux? En association avec d'autres programmes?
- Comment faire en sorte que les consommateurs aient une meilleure connaissance des lois, des réglementations et des normes alimentaires? Comment les rendre plus conscients des moyens dont ils disposent pour exercer leurs droits?
- Comment sensibiliser les cultivateurs aux bonnes pratiques agricoles, comme l'utilisation sans danger des pesticides, des engrais, des produits chimiques, des médicaments vétérinaires etc.?
- Comment donner aux industriels une connaissance complète des lois, des réglementations et des normes alimentaires?
- Comment sensibiliser les industriels, et en particulier les personnes qui occupent des postes clés dans les usines, à l'importance des pratiques adéquates de manipulation et de conservation des produits alimentaires?
- Comment leur donner les moyens d'appliquer leurs connaissances en la matière?
- Comment faire en sorte que les marchands qui vendent des aliments sur la voie publique respectent au moins certaines normes fondamentales? Comment assurer leur formation?
- Comment utiliser au mieux le personnel d'enseignement et les agents sanitaires pour divulguer les messages et les pratiques visant à améliorer la qualité et la sécurité des produits alimentaires?
- Comment répondre au mieux aux besoins des personnes particulièrement vulnérables pour des raisons économiques, de santé ou d'âge, ou pour un autre motif quel qu'il soit?

Développement de l'infrastructure: Un système adéquat de contrôle de la qualité et de la sécurité des produits alimentaires demande une infrastructure appropriée

permettant d'effectuer des inspections, des échantillonnages et des analyses en laboratoire des aliments. Il est clair que cela met en jeu des ressources humaines et financières.

- Quelles implications aurait le système proposé de contrôle des aliments, en ce qui concerne l'infrastructure?
- Comment faut-il gérer le système?
- Dispose-t-on de suffisamment d'inspecteurs, de chimistes analystes, de microbiologistes et d'autres spécialistes en nutrition? Si non, comment s'en procurer? Quelles seraient les conséquences, en termes de coûts et de temps?
- Dispose-t-on de laboratoires adéquats?
- Comment faire face aux coûts?

4. Combattre les carences en micronutriments

On entend habituellement par carences en micronutriments les troubles de carence en iode, l'avitaminose A et l'anémie ferriprive. Les interventions sur les micronutriments se subdivisent généralement de la façon suivante: amélioration de la production et de la consommation des aliments riches en micronutriments; enrichissement des aliments; supplémentation; et mesures de santé publique. La priorité doit être donnée aux stratégies durables et soutenables fondées sur l'alimentation. Lorsque l'on considère qu'il est nécessaire d'adopter d'autres approches pour prendre des mesures à court terme, il faut les compléter en les associant à des activités nutritionnelles.

Analyse de la situation actuelle

- La structure et les niveaux des apports en micronutriments sont-ils suffisants dans le pays?
- Que sait-on de la composition du régime alimentaire?
- Quel niveau atteint la malnutrition en micronutriments dans le pays?
- Que sait-on de la structure et des niveaux des carences en micronutriments, par:
 - zone géographique
 - groupe de population
 - causes
 - facteurs contribuant à réduire le problème
 - relations entre les niveaux des apports protéino-énergétiques et ceux des apports en micronutriments.
- Qu'a-t-on fait jusqu'à présent pour réduire les carences en micronutriments? Pour chaque intervention majeure, examiner:
 - les objectifs
 - les stratégies
 - les actions
 - les coûts
 - le financement
 - les institutions
 - le personnel
 - la surveillance
 - les résultats.

Evaluation

- Une évaluation officielle a-t-elle été effectuée?
- Si non, pourquoi?
- Si oui,
 - dans quelle mesure les objectifs ont-ils été atteints?
 - quels ont été les obstacles à la réalisation complète des objectifs?
 - les objectifs étaient-ils bien choisis; si non, pourquoi?

Leçons à tirer Quelles ont été les principales leçons tirées eu égard:

- aux résultats obtenus;
- à l'impact de l'action sur la nutrition ou sur d'autres questions;
- aux disponibilités en ressources humaines appropriées (compétences techniques, nombre);
- aux ressources financières;
- à l'infrastructure;
- à la collaboration entre les divers partenaires;
- à la participation des collectivités.
- La Déclaration mondiale et le Plan d'Action pour la nutrition de la CIN ont approuvé les objectifs suivants en ce qui concerne la malnutrition par carence en micronutriments, pour l'an 2000:
 - élimination des troubles de carences en iode
 - élimination des carences en vitamine A
 - réduction d'un tiers de l'anémie ferriprive.

Quelles sont les actions qui ont été entreprises jusqu'à présent pour atteindre ces objectifs? Comment mesure-t-on les progrès accomplis dans la réalisation de chacun d'eux? A quels problèmes s'est-on heurté en mettant l'action en oeuvre? Dans quelle mesure est-il possible de surmonter ces problèmes dès à présent? Comment?

- A-t-on besoin d'autres informations avant d'entreprendre une action spécifique?
 - Quelles sont ces informations?
 - Pourquoi?
 - Comment utiliser ces connaissances?
 - Est-ce important?
 - Est-ce urgent?
 - Coût?
 - Cela peut-il attendre?
 - Si oui, jusqu'à quand?

Améliorer la production et la consommation d'aliments riches en micronutriments

L'augmentation de l'apport alimentaire en iode, en vitamine A et en fer est le moyen le plus durable et le plus efficace de prévenir et de combattre les carences de ces micronutriments.

- La production d'aliments riches en micronutriments est-elle suffisante?
- La consommation d'aliments riches en micronutriments est-elle suffisante?

- Comment mesure-t-on si les niveaux sont suffisants?
- Quelles mesures faut-il prendre pour augmenter la consommation d'aliments riches en micronutriments?
- Augmenter les disponibilités de ces aliments? En produire davantage? Ou améliorer leur distribution? Faut-il informer sur l'importance de consommer des aliments riches en micronutriments? Faut-il modifier les préférences alimentaires et les méthodes culturelles?
- Y a-t-il suffisamment de terres adaptées? Est-il possible d'accroître la production de viande ou de poisson ou d'utiliser ces produits de façon plus efficace? La terre est-elle utilisée rationnellement? Le partage des terres est-il équitable?
- Les travailleurs ont-ils accès à la terre pour cultiver des potagers? Cherche-t-on à développer les potagers communautaires et familiaux et les encourage-t-on activement?
- Faut-il introduire des changements dans les systèmes de distribution et quelles en seraient les implications?
- Faut-il introduire des changements dans les préférences alimentaires et est-ce possible? Comment? Quelles seraient les implications en termes d'information et d'éducation du consommateur? Ces changements sont-ils susceptibles d'avoir des incidences secondaires? Des campagnes d'éducation nutritionnelle sont-elles en place?
- Les carences en micronutriments sont-elles un problème chronique ou aigu? L'importance que l'on donnera à une stratégie visant à améliorer la diversité alimentaire dépendra en partie de la réponse.

Enrichissement: L'adjonction d'iodate de potasse dans le sel ou dans d'autres aliments communs; de vitamine A dans les matières grasses, le sucre ou le sel; et l'adjonction de fer dans le blé, le riz ou le sel sont des enrichissements couramment pratiqués pour combattre les carences en iode, en vitamine A et en fer.

- Sait-on lesquelles des interventions ci-dessus seraient appropriées? Si oui, lesquelles? Pourquoi? Si non, pourquoi l'enrichissement n'est-il pas approprié? Si elles sont toutes appropriées, l'enrichissement des aliments est-il vraiment nécessaire, ou le problème vient-il plutôt du fait que les rations alimentaires globales sont insuffisantes, auquel cas la supplémentation alimentaire serait une meilleure approche à court terme?
- Est-on convaincu de l'efficacité de l'enrichissement? Dans les populations visées, les habitudes de consommation des aliments à enrichir correspondent-elles aux niveaux requis en micronutriments?
- La transformation et la distribution des aliments à enrichir sont-elles suffisamment centralisées ou demandent-elles l'intervention d'un grand nombre d'industriels et de commerçants (ce qui pourrait rendre l'opération plus complexe)?
- Quels sont les problèmes en ce qui concerne la législation? Est-il possible de les régler dans un délai acceptable?
- Quelles mesures faut-il prendre pour les importations d'aliments non enrichis (légaux ou illégaux)? Implications en matière de législation, de surveillance et d'application de la loi?
- Le processus d'enrichissement pose-t-il des problèmes techniques? Incorporation et stabilité du nutriment, arôme, saveur, modifications de la texture des aliments? A-t-on testé l'acceptabilité des aliments enrichis? Quelle est la durée de conservation du produit enrichi?

- Comment se procurer l'équipement nécessaire (d'alimentation, de mélange)? Localement, par importation?
- Le personnel spécialisé dans les sciences et technologies alimentaires est-il à la hauteur? Est-il nécessaire de donner une formation spécialisée aux techniciens?
- L'industrie alimentaire est-elle disposée à coopérer? Si non, comment changer son attitude? Par l'éducation? Par des incitations financières?
- Comment faire en sorte que le nutriment soit toujours disponible où et quand il faut? Peut-on garantir que l'aliment enrichi soit accessible aux groupes de population les plus vulnérables?
- Est-il certain que l'enrichissement des aliments ne perturbera pas trop les processus de transformation et de distribution des aliments actuellement pratiqués?
- Comment surveiller si l'usage est continu et correct (ni sous-dosage ni surdosage)?
- Comment contrôler les changements dans les modes d'alimentation qui pourraient avoir une incidence sur le niveau des apports de ce nutriment?
- Quel serait le coût de l'opération? Le processus d'enrichissement est-il soutenable, compte tenu du coût et d'autres facteurs?
- Qui couvrirait le coût: l'Etat, l'industrie, les consommateurs? Sommes-nous convaincus que ceux qui sont censés le couvrir le feront? Des conséquences indésirables risquent-elles de se produire (baisse des investissements en faveur d'autres interventions du domaine social, protestations, baisse de la consommation des aliments concernés)?

Supplémentation: Les principales formes de supplémentation en nutriments sont l'administration d'huile iodée (par voie orale ou en injections), de vitamine A (en gélules fortement dosées ou en unidoses orales) et de fer médicinal. Toutefois la supplémentation ne peut être utilisée que comme aide à court terme en faveur d'un groupe cible bien défini.

- Y a-t-il des sous-groupes de populations pour lesquels la supplémentation peut être nécessaire à titre d'aide à court terme? Lesquels? Pourquoi?
- Ces sous-groupes sont-ils bien définis (femmes en âge de procréer? nourrissons? jeunes enfants? personnes âgées? réfugiés ou personnes déplacées?).
- Quels sont leurs besoins spécifiques? Ces besoins ont-ils été quantifiés ou présume-t-on seulement qu'ils existent?
- Sommes-nous certains que le problème est si aigu et si urgent que la supplémentation s'impose?
- Sommes-nous certains de pouvoir faire face à l'acuité et à l'urgence des besoins grâce à des interventions suffisamment massives et rapides?
- Où se procurer les produits nécessaires? Comment seront-ils livrés? Distribués? Comment faire en sorte qu'ils atteignent la population cible (et uniquement celle-ci)?
- L'appui des autorités (nationales, locales) est-il suffisant pour garantir le succès de l'opération?
- Les bénéficiaires proposés sont-ils conscients des problèmes? Quelle serait leur attitude probable face à l'aide proposée?
- Sommes-nous convaincus que l'aide se poursuivra aussi longtemps qu'il le faut? Si ce n'est pas une certitude, faut-il commencer l'intervention ou non?
- Quelles mesures parallèles introduit-on pour réduire la période pendant laquelle la supplémentation sera nécessaire? Créera-t-on une dépendance permanente à l'égard des suppléments? A-t-on fixé une date limite à la supplémentation et a-t-elle été acceptée par les autorités?

- Comment éviter que la supplémentation n'ait un effet négatif, en donnant la fausse impression que l'on traite les causes premières des carences en micronutriments comme il convient? Comment éviter que la supplémentation donne lieu à des détournements de ressources qui auraient pu être disponibles pour des interventions plus viables ou plus durables?
- Prend-on dans le même temps des mesures nutritionnelles à long terme afin d'apporter une solution durable au problème?

Mesures de santé publique: Les carences en micronutriments peuvent aussi être corrigées par des mesures de santé publique, à la fois directement et indirectement. En ce qui concerne les interventions directes, les programmes de santé publique qui sont en cours (vaccinations, planification familiale, santé maternelle et infantile, allaitement maternel, sécurité des produits alimentaires, éducation nutritionnelle) peuvent être utilisés comme des vecteurs pour distribuer les micronutriments à la population visée. Indirectement, les mesures de santé publique peuvent agir sur les conditions environnementales qui créent un besoin accru en micronutriments (maladies).

- Déterminer la population visée pour chacun des programmes de santé publique en cours. Cette population cible est-elle compatible avec celle des interventions projetées visant à combattre les carences en micronutriments?
- Dans quelle mesure les programmes de santé publique pourraient-ils apporter une aide en ce qui concerne les livraisons de micronutriments? Qu'impliquerait cette aide en terme de logistique? Des mesures législatives s'imposeraient-elles?
- Quels coûts cela impliquerait-il? L'approche santé publique serait-elle au moins aussi efficace (ou le rapport coûts/avantages serait-il bas) que n'importe quelle alternative?
- Des incidences secondaires indésirables sont-elles probables (faible efficacité, aliénation des autorités, des opérateurs, des populations cibles...)? Les programmes deviendraient-ils une mesure permanente? La livraison des suppléments créerait-elle l'impression que le bien-être nutritionnel dépend de substances non alimentaires?

5. Evaluer, analyser et surveiller la situation nutritionnelle

L'évaluation, l'analyse et la surveillance sont un élément essentiel des activités qui ont pour but d'améliorer le bien-être nutritionnel. Ces renseignements sont nécessaires pour diverses raisons, telles que: identification des problèmes nutritionnels chroniques et de leurs causes; prévision et détection des problèmes nutritionnels à court terme ou aigus; ciblage des groupes de populations à la fois pour les opérations de secours à court terme et pour le développement de politiques et de programmes à plus long terme; changements dans la surveillance; gestion des programmes en cours et évaluation de l'impact des interventions et des programmes de développement.

Pour préparer un plan national d'action, il faudrait mettre en place un système d'information permettant de traiter des questions comme celles qui ont été recensées précédemment. En pratique, toute intervention devrait comporter un mécanisme intégré de surveillance et d'évaluation des résultats par rapport aux objectifs afin de pouvoir introduire par la suite les changements qui s'imposent. En fait, le plan d'action devrait être préparé sur la base d'informations adéquates afin de définir les priorités. D'une manière générale, cela inclura des indicateurs des problèmes nutritionnels par groupes de population; on utilisera ensuite souvent des mêmes indicateurs pour assurer la surveillance.

Les efforts réalisés pour rassembler et analyser les informations sur la nutrition doivent être rentables, effectués en temps voulu et orientés vers des objectifs spécifiques tels que le développement de plans, la conception et la gestion des programmes et les décisions budgétaires. Dans l'idéal, l'information et l'analyse amèneront directement à définir des choix politiques et, de fait, les données devraient être limitées à celles qui servent cet objectif.

On trouvera ci-après quelques considérations fondamentales pour le choix et la mise en oeuvre de méthodes d'évaluation, d'analyse et de surveillance de la situation nutritionnelle:

- Utiliser au maximum les systèmes existants de collecte des données et les données disponibles. Dans de nombreux pays, les programmes de contrôle de la croissance accumulent de nombreuses informations qui pourraient être utilisées. La surveillance des prix est un élément de nombreux systèmes statistiques de routine et elle peut être utilisée pour surveiller les tendances en ce qui concerne la sécurité alimentaire des ménages. Des quantifications nutritionnelles peuvent venir compléter les enquêtes de routine sur les ménages.
- D'une manière générale, pour surveiller la situation nutritionnelle, la meilleure approche consiste à utiliser un nombre minimum d'indicateurs et à se concentrer sur ceux qui se prêtent à une évaluation régulière.
- L'idéal serait d'avoir des informations sur le nombre de personnes qui souffrent actuellement de types particuliers de malnutrition, ainsi que sur celles qui sont susceptibles d'en souffrir (personnes "à risque"). Il est également utile d'obtenir des renseignements supplémentaires, que l'on analysera, sur la localisation de ces groupes et sur des facteurs socio-économiques sélectionnés, tels que les sources de revenus et l'accès aux services et aux programmes.
- Il est important de suivre dans le temps les tendances des indicateurs et des groupes de populations sélectionnés, afin de pouvoir constater les améliorations ou les détériorations et de pouvoir juger l'efficacité des politiques et programmes.
- Il faut avoir des informations sur l'application et la rentabilité des programmes qui visent à résoudre des problèmes nutritionnels particuliers ou axés sur un groupe ou sur des zones géographiques spécifiques.
- La surveillance sera à la fois plus rentable et plus efficace si elle est incorporée dans un projet ou une intervention dès le départ, plutôt que si elle est ajoutée par la suite, lorsque l'exécution a déjà commencé.
- Pour évaluer s'il faut ou non obtenir de nouvelles informations, répondre aux questions suivantes:
 - Que voudrait-on savoir?
 - Pourquoi?
 - Comment utiliser ces connaissances?
 - Est-ce important?
 - Est-ce urgent?
 - Coût?
 - Cela peut-il attendre?
 - Si oui, jusqu'à quand?

6. Prévention et traitement des maladies infectieuses

La sous-alimentation accroît la vulnérabilité aux maladies infectieuses et détériore les perspectives de reprise après l'infection; de même, l'infection contribue à la malnutrition. Cette interaction entre malnutrition et infection est responsable de la gravité d'un certain nombre d'infections et de la mortalité élevée associée à la diarrhée et aux infections respiratoires, en particulier à la rougeole. C'est aussi l'un des facteurs de l'augmentation de la fréquence des troubles de croissance, de la malnutrition protéino-calorique, de l'insuffisance pondérale à la naissance et des carences en micronutriments, surtout en vitamine A et en fer. Quand on traite la malnutrition, on devrait donc aussi agir sur l'infection et vice-versa. La liste des interventions possibles qui a été établie ci-après devrait aider à mettre au point une approche conjointe des deux problèmes. Toutefois avant d'étudier les interventions, il faut noter que:

- La malnutrition et l'infection doivent être réduites dans toute la mesure possible, d'une part parce qu'elles se renforcent l'une l'autre, et d'autre part parce qu'elles constituent séparément des obstacles au bien-être de l'homme.
- Bien qu'il y ait des interactions entre la malnutrition et l'infection, il est rare que l'une soit la cause de l'autre. Toutes deux sont beaucoup plus probablement la conséquence de conditions socio-économiques défavorables. Les améliorations de l'état nutritionnel ou la réduction de la fréquence et des conséquences des infections peuvent difficilement être maintenues dans le temps si les conditions socio-économiques ne s'améliorent pas elles aussi.

Après avoir fait le bilan de la situation présente, on étudiera la faisabilité d'actions comme celles qui sont proposées par le Plan d'action pour la nutrition de la CIN et qui sont énumérées ci-après. On examinera également dans quelle mesure plusieurs activités pourraient être mises en oeuvre conjointement (par exemple promotion conjointe de l'espacement des naissances, de l'allaitement maternel et des bonnes pratiques de sevrage):

- Promouvoir les vaccinations, en particulier contre la rougeole et la coqueluche;
- Eviter les moustiques en éliminant les sites de reproduction et en utilisant des moustiquaires imprégnées de produits appropriés;
- Promouvoir l'espacement des naissances;
- Promouvoir l'allaitement au sein exclusif pendant les 4–6 premiers mois, et la poursuite de l'allaitement au sein jusqu'à 24 mois ou plus;
- Promouvoir de bonnes pratiques de sevrage en encourageant l'utilisation d'aliments disponibles localement et adéquats sur le plan nutritionnel;
- Promouvoir la consommation de vitamine A et de fer;
- Promouvoir les suppléments en vitamine A pour les enfants atteints de rougeole;
- Promouvoir des régimes alimentaire sains et appropriés pendant la grossesse et réduire la fréquence de l'insuffisance pondérale à la naissance;
- Promouvoir l'amélioration des approvisionnements en eau, de l'assainissement et de l'hygiène personnelle;
- Améliorer les logements;
- Promouvoir la sécurité des produits alimentaires grâce à des techniques appropriées d'entreposage et de préparation des aliments;
- Promouvoir l'introduction d'un bon système de contrôle de la qualité des aliments;
- Assurer la disponibilité et l'utilisation d'antibiotiques et de médicaments contre les parasites;

- Promouvoir le traitement par l'alimentation des infections, en particulier des maladies diarrhéiques;
- Faciliter la détection précoce des altérations de la croissance en mettant en oeuvre des programmes de surveillance et de promotion de la croissance;
- Adopter des mesures appropriées pour lutter contre la propagation de maladies qui peuvent être véhiculées par les systèmes d'irrigation, etc. (ex: schistosomiase et malaria);
- Dispenser un enseignement sanitaire et nutritionnel approprié à l'intention des agents sanitaires, des communautés, des parents et des autres individus.

7. Promotion de l'allaitement maternel

L'importance de l'allaitement maternel pour la survie, la santé et la nutrition de l'enfant, pour la santé maternelle et pour l'espacement des naissances est largement signalée dans les documents. Les recommandations en faveur de la promotion de l'allaitement maternel consistent entre autres à: encourager à allaiter exclusivement au sein pendant quatre à six mois en n'introduisant que progressivement des aliments de complément jusqu'à au moins 24 mois; organiser des campagnes d'information sur les avantages et la pratique de l'allaitement au sein; soutenir les "hopitaux bien adaptés aux bébés" en imposant de bonnes pratiques d'alimentation des nourrissons; aider à constituer des groupes de soutien aux mères; dispenser une formation sur l'allaitement maternel à l'intention des prestataires de soins de santé et des prestataires d'autres soins; faire en sorte que les mères puissent exercer leur droit de nourrir leurs enfants au sein comme il convient, indépendamment de leur situation d'emploi, comme le prévoient les conventions et les réglementations de l'OIT; faire en sorte que le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel soit appliqué.

Avant d'appliquer ces recommandations, il est important de faire un bilan de la situation actuelle, puis de répondre à des questions comme celles qui sont énumérées ci-après:

- Des changements importants par rapport aux pratiques couramment employées interviendront-ils? Pour quelles raisons suit-on les pratiques existantes? Quels seraient les obstacles à l'introduction de changements?
- Dans quelle mesure faudrait-il introduire des mesures législatives ou modifier celles qui existent? Est-ce réalisable?
- Comment organiser au mieux l'information, l'éducation et la communication? Quelle serait l'efficacité de ces services? Quelle est la meilleure manière d'obtenir l'appui des collectivités? Quelles seraient les implications?
- Dans quelle mesure la prévalence de l'allaitement maternel est-elle limitée par les engagements de travail de la mère? Est-il nécessaire d'introduire des mesures pour aider les mères qui travaillent à allaiter au sein? Ces mesures auraient-elles un impact important sur les pratiques d'allaitement au sein? Auraient-elles un impact négatif sur les perspectives d'emploi des femmes? Si oui, comment surmonter ce problème?
- Les substituts du lait maternel sont-ils un problème important? Si oui, quelle est la meilleure manière de le résoudre? Par la communication? Par des mesures législatives? Les deux? Y a-t-il des droits acquis importants à modifier?

8. Prise en charge des personnes défavorisées sur le plan socio-économique et vulnérables sur le plan nutritionnel

Permettre aux autres de recevoir une nutrition adéquate est un aspect important de la prise en charge. Si les personnes assistées sont défavorisées sur le plan économique et vulnérables sur le plan nutritionnel, l'aide prend encore plus de signification. Les nourrissons et les jeunes enfants constituent un groupe particulièrement important d'individus vulnérables sur le plan nutritionnel. Parmi les autres groupes figurent les personnes âgées, les handicapés et ceux qui sont trop pauvres pour se procurer une alimentation satisfaisante. Toutefois on considère souvent que le problème de la prise en charge consiste non seulement à pourvoir aux besoins de ceux qui sont pris en charge mais aussi à aider ceux qui prennent soin des autres. Au niveau de la famille, il s'agit généralement de la mère et d'autres femmes. Après avoir fait un bilan de la situation présente, on cherchera à répondre aux questions ci-après:

- Outre l'allaitement maternel, quelles autres dispositions pourrait-on prendre pour que les nourrissons et les jeunes enfants reçoivent une alimentation appropriée? Quels sont les obstacles aux bonnes pratiques de sevrage? L'insuffisance de l'information? La vulnérabilité des mères? Les difficultés économiques?
- Quelles devraient être les principales caractéristiques des campagnes d'information appropriées?
- Dans quelle mesure les améliorations de la situation économique et sociale des femmes pourraient-elles avoir des incidences positives sur leur capacité de prise en charge et sur leur bien-être personnel?
- Quelles sont les améliorations réalisables? Faciliter l'accès à la propriété foncière ou à des services comme l'éducation, la formation, le crédit, la planification familiale? Encourager les hommes adultes à assumer une plus grande part de responsabilité en matière de prise en charge? Quelles seraient les implications en matière de législation? Dans quelle mesure ces interventions devraient-elles être intégrées dans un Plan national d'action pour la nutrition, plutôt que dans un plan plus général en faveur du développement social et économique?
- Comment renforcer la prise en charge au niveau communautaire? Quelle serait l'efficacité de cette mesure?

9. Promouvoir des régimes alimentaires appropriés et des modes de vie sains

Un mode de vie sain contribue aussi de façon importante à une bonne nutrition: directement, car il comprend normalement un régime alimentaire adéquat, et indirectement, car il réduit le risque de maladies qui ont des incidences négatives sur l'état nutritionnel. Il est donc important de promouvoir des régimes alimentaires et des modes de vie sains et cet objectif relève largement de l'information et de l'éducation. Toutefois, l'application des nouvelles connaissances peut poser un problème. Bien que l'information et l'éducation soient importantes, de larges couches de la population mondiale ne disposent pas d'une réelle possibilité de choix quant à leur mode de vie et à leur alimentation. L'objectif global devrait donc être d'améliorer les conditions économiques, environnementales, sociales et culturelles qui influencent le comportement des populations face au régime alimentaire et à d'autres aspects du mode de vie. Ceux qui envisagent des interventions visant à promouvoir des régimes alimentaires et des modes de vie meilleurs doivent d'abord faire une analyse de la situation présente, puis répondre à des questions comme celles qui sont énumérées ci-après:

- Est-il certain que les populations ont des possibilités réelles de modifier les régimes alimentaires et les modes de vie qui ont une incidence négative sur l'état nutritionnel?
 - Quelle est la gravité de ces problèmes?
 - Affectent-ils principalement les personnes aisées, ou sont-ils plus ou moins indépendants de la situation économique?
 - Ont-ils pour cause principale des connaissances insuffisantes ou y a-t-il d'autres facteurs contributifs importants?
 - Comment l'information et l'éducation dispensées dans le but de promouvoir des régimes alimentaires et des modes de vie meilleurs pourraient-elles être associées à des interventions dans des secteurs tels que:
 - prévention des carences en micronutriments;
 - amélioration de la qualité et de la sécurité des produits alimentaires (par exemple l'étiquetage des aliments);
 - promotion de l'allaitement maternel;
 - prise en charge des groupes particulièrement vulnérables.
 - Dans quelle mesure pourrait-on promouvoir de meilleurs régimes alimentaires grâce à des interventions dans des secteurs tels que:
 - amélioration de la sécurité alimentaire des ménages (ex: assurer la disponibilité d'aliments meilleurs);
 - introduction d'objectifs d'ordre nutritionnel dans des programmes globaux de développement.
 - A-t-on mis au point des directives nationales sur l'alimentation? Dans la négative, de telles directives seraient-elles utiles? Comment procéder?
 - Le marché des produits alimentaires appropriés est-il suffisamment vaste pour justifier la fourniture d'informations assez complètes sur les étiquettes alimentaires? Suffirait-il d'introduire une mesure plus simple?
 - Quels changements importants serait-il utile d'introduire dans les régimes alimentaires et les modes de vie des populations?
 - De quel type d'infrastructure dispose-t-on ou aura-t-on besoin pour développer le matériel d'appui à la nutrition?
 - Comment mettre au point des messages appropriés? Quelles seraient les meilleurs moyens de les diffuser? Quelle serait leur efficacité?
 - Comment utiliser au mieux les professionnels tels que enseignants, médecins, infirmières, agents de vulgarisation agricole et autres agents communautaires, pour informer, éduquer et motiver le public en général, ou des groupes de populations particuliers?
 - Comment informer, éduquer et motiver ceux qui produisent, transforment ou commercialisent les produits alimentaires?
-